



## **Madame l'Inspectrice d'Académie**

### **Mesdames, Messieurs les commissaires paritaires**

Le SNUipp-FSU et le SE-UNSA Val d'Oise dénoncent l'absence de vraies réponses du ministre de l'Éducation Nationale et du gouvernement aux revendications et exigences exprimées lors des mobilisations récentes (grèves du 15 avril et du 15 mai, manifestation nationale du 18 mai) qui ont été incontestablement un véritable succès, rassemblant enseignants parents et acteurs de l'école.

Nous rappelons notre opposition aux milliers de suppressions de postes, à la multiplication des heures supplémentaires (stage de remise à niveau...) et au développement de la précarité qui ont des conséquences néfastes sur la qualité du service public de l'éducation nationale.

Le projet de programmes pour l'école primaire, même « modifié », traduit une vision passéiste et rétrograde de l'école ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Il a été très largement contesté par les personnels, les formateurs, les chercheurs et les parents.

Les enseignants ne croient pas en la pertinence des dispositifs (les 2h hors temps d'enseignement, Stage de remise à niveau) décidés par le Ministre qui renvoient le traitement de la difficulté scolaire aux seuls enseignants des classes après l'école. L'aide aux élèves en difficultés doit se faire pendant le temps d'enseignement, avec les apports, l'expertise des enseignants du Rased sur les difficultés scolaires de natures très diverses et réclamant parfois des réponses spécialisées. Les enseignants demandent davantage de temps de concertation, de formation...

Ensemble, nous portons l'exigence d'un service public de qualité qui permette par une autre politique éducative et budgétaire de transformer l'école et de mettre en place des dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Ensemble, nous demandons au gouvernement de prendre la mesure du mécontentement et de l'inquiétude exprimés. L'annonce d'un projet de loi imposant un service d'accueil des élèves les jours de grève par les communes, remettant en cause les conditions d'exercice du droit de grève, constitue une diversion et une véritable provocation.

Ensemble, nous continuerons à poursuivre et amplifier les mobilisations au plan national et local pour exiger une école de la réussite pour TOUS.

C'est le sens de l'action du samedi 24 mai, journée nationale de manifestations qui réunira tous les acteurs de la communauté éducative : parents, enseignants et personnels de l'éducation, associations complémentaires, lycéens, étudiants.